

## L'efficacité de la politique de dépenses dans le cadre des programmes de développement du troisième millénaire en Algérie

### The effectiveness of spending policy under the third millennium development programs in Algeria

BECHAREF Kheira<sup>1</sup>, IMEKHELAF Rachida<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Université Dr. Moulay Tahar (Saida), [kheira.becharef@univ-saida.dz](mailto:kheira.becharef@univ-saida.dz)

<sup>2</sup>Université Mohamed Ben Ahmed (Oran2), Laboratoire MEDE UFC-Oran, [rachida.imekhelaf@univ-oran.dz](mailto:rachida.imekhelaf@univ-oran.dz)

Reçu le : 02/02/2021

Accepté le : 09-11-2021

#### **Résumé :**

*Avec la croissance positive des indicateurs de la situation financière de l'Algérie grâce aux prix du pétrole à partir du début du troisième millénaire, cette dernière a commencé, depuis le début de 2001, à mener une politique de dépenses expansionnistes avec des ressources financières importantes, notamment dans le Programme d'appui à la relance économique (2001-2004), le programme complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009), le programme de consolidation de la croissance économique (2010-2014) et enfin le plan quinquennal (2015-2019).*

*Cette recherche vise à analyser l'efficacité de la politique de dépenses à la lumière des programmes de développement en Algérie, sa contribution à l'accélération du développement économique et la mesure dans laquelle elle a atteint les objectifs souhaités par ces programmes au cours de la période 2001-2019.*

**Mots-clés :** politique de dépenses ; programmes de développement ; relance économique ; développement économique.

**Classification JEL:** H53 - O22 - I38 - O11.

#### **Abstract:**

*With the positive indicators increasing of Algeria's financial position thanks to oil prices in the beginning of the third millennium, Algeria has embarked, since the beginning of 2001, on an expansionary spending policy with significant financial resources, particularly in the Economic Recovery Support Program (2001-2004), the Supplementary Growth Support Program (2005-2009), Economic Growth Consolidation Program (2010-2014) and finally the Five-Year Plan (2015-2019).*

*This research aims to analyze the effectiveness of spending policy with regards to the development programs in Algeria, its contribution to the lifting of economic development, and the extent to which it achieves the objectives desired by these programs during the period 2001-2019.*

**Keywords:** Spending policy; development programs; Economic recovery; economic development.

**JEL Classification:** H53 - O22 - I38 - O11.

---

<sup>1</sup> Auteur correspondant : BECHAREF Kheira, [kheira.becharef@univ-saida.dz](mailto:kheira.becharef@univ-saida.dz)

### **Introduction :**

*L'économie algérienne se distingue par sa disponibilité de ressources matérielles, financières et humaines importantes. Du fait de l'aisance financière réalisée grâce aux cours du pétrole du troisième millénaire, l'Algérie s'est engagée, depuis le début de l'année 2001, dans l'adoption d'une politique budgétaire fondée sur l'expansion des dépenses publiques. L'ajustement structurelle en Algérie est un impératif incontournable, car il permet à l'Algérie de développer son économie et son ouverture au facteur extérieur, et c'est une nécessité nationale résultant de la détérioration de la situation de l'économie nationale et non une solution qui lui est imposée.*

*Avec la croissance des indicateurs positifs de la situation financière de l'Algérie, des programmes de dépenses publiques ont été approuvés, représentés dans le plan de relance économique (2001-2004) et le programme complémentaire de soutien à la croissance économique (2005-2014). Compte tenu de la forte baisse et continue des prix du pétrole, la politique d'austérité a été orientée vers le programme (2015-2019), et ces programmes ont mis l'accent sur la nécessité de rationaliser le processus de planification des dépenses publiques.*

*De ce qui précède, la question principale qui peut être soulevée est la suivante :*

- *Comment la politique de dépense expansionniste du troisième millénaire a-t-elle contribué à atteindre les objectifs des programmes de développement et à atteindre les résultats souhaités ?*

*Pour répondre à cette question, nous avons essayé de soustraire quelques questions fondamentales comme suivant :*

- *Quel est le contenu des programmes de développement en Algérie ?*
- *Dans quelle mesure les programmes de dépenses contribuent-ils à la réalisation de ces programmes ?*
- *Quels-ont été les résultats de ces programmes de développement ? Et Quels seront les futures perspectives ?*

*Le développement de notre problématique se fera en trois parties, une première strictement théorique et empirique de littérature sur le sujet qui présente un aperçu sur certaines théories de base utilisées pour soutenir les effets des dépenses publiques sur la croissance économique, à savoir la théorie keynésienne, la théorie de Musgrave des dépenses publiques, la loi de Wagner et la loi de la fatalité des coûts croissants de Baumol. La deuxième partie sera consacrée à l'étude de l'évolution des dépenses publiques en Algérie, et la troisième accordera une attention particulière à la situation des programmes de développement économique du pays. Pour se faire, nous utiliserons dans notre travail des données provenant des bulletins statistiques du ministère des finances et de l'Office Nationale des Statistiques, les données utilisées couvrent la période 2001-2019.*

## **1. Cadre théorique de l'étude**

### **1.1 Le concept des dépenses publiques**

La question de l'intervention de l'État dans l'activité économique a évolué selon plusieurs étapes en fonction du développement de la pensée économique en général et de la pensée financière en particulier. L'amplification des crises telles que l'inflation, la stagnation et la contraction, face à l'incapacité du mécanisme de marché à réguler la situation, à qui vient s'ajouter le lien incontournable entre l'activité économique et l'activité sociale à cause de l'effet de contamination, ces facteurs ont contribué à une réévaluation au regard du rôle de l'État dans la conduite de l'économie (Hazem, 1998, p. 98).

Le point de vue d'Adam Smith sur les dépenses publiques se limitait aux types suivants : dépenses de justice, dépenses d'utilité publique incluant les dépenses en faveur des infrastructures qui facilitent le mouvement du commerce telles que les routes, les ports, les ponts ainsi que les dépenses pour les établissements d'éducation et de formation des jeunes (Hamdi, 2007, p. 199).

D'après les spécialistes des finances publiques, les dépenses publiques ont été définies comme étant un montant monétaire évaluable ordonné à être dépensé par une personne de droit commun dans un souci de satisfaction (Draz, 1988, p. 398).

Les dépenses publiques sont également définies comme : "un montant en espèces payé par une personne publique afin de satisfaire les besoins du public" (Zakaria & Mohammed, 2007, p. 117).

### **1.2 Les théories économiques sur l'évolution des finances publiques**

L'étude de l'évolution des finances publiques a toujours été un sujet d'intérêt de beaucoup d'économistes, plusieurs théories se sont succédées pour tenter de cerner le comportement des dépenses publiques à travers le temps. Nous présentons dans ce qui suit quelques théories jugées utiles à la compression de notre travail de recherche.

#### **1.2.1 Les politiques de relance économique de Keynes**

Selon la théorie de John Maynard Keynes (1936), les dépenses publiques sont un facteur exogène qui peut être utilisé comme un instrument politique pour soutenir ou relancer la croissance économique. Le principe est que la hausse de la consommation par l'effet du multiplicateur de Keynes relancera la croissance économique (Berner & Thouard, 2010). L'augmentation de la consommation publique entraînera vraisemblablement une augmentation de l'emploi, de la rentabilité et de l'investissement grâce aux effets multiplicateurs sur la demande globale. En conséquence, les dépenses publiques augmentent la demande globale provoquant ainsi une augmentation de la production en fonction des multiplicateurs de dépenses.

### **1.2.2 La loi de l'extension croissante de l'activité publique de Wagner**

La loi de Wagner est fondée à partir des résultats d'observations empiriques de plusieurs pays occidentaux industrialisés. A travers l'analyse des tendances de la croissance des dépenses publiques et de la taille du secteur public, cette loi stipule que le secteur public croît de manière continue sur une période de long terme et suggère trois explications des causes à ce phénomène (Gemmell, 1993). En premier, l'extension des fonctions des Etats engendre une augmentation des dépenses publiques d'administration et de régulation de l'économie. La deuxième explication concerne l'industrialisation et le progrès social, en effet, selon Wagner (1893) le processus d'industrialisation mène, d'une part, au progrès social puisqu'il augmente généralement les revenus, et d'autre part augmente la densité de la population et le phénomène d'urbanisation qui peuvent déboucher sur des complications des échanges dans l'économie et des conflits sociaux. En troisième explication, les dépenses publiques croient plus proportionnellement que l'augmentation du revenu national et entraînent donc une expansion relative du secteur publique (Bouvier, Esclassen & Lassale, 2004).

### **1.2.3 La théorie de la croissance des dépenses publiques de Musgrave**

A partir des travaux de Wagner, Richard Musgrave (1937) établit une théorie des finances publiques dans laquelle il distingue les dépenses de l'Etat selon trois fonctions : la consommation, les transferts et l'investissement. Cette théorie est établie sur la base des changements trouvés dans l'élasticité-revenu de la demande des services publics. Trois fourchettes de revenus par habitant sont observées :

La première dont le niveau de revenu par habitant est faible, la demande de services publics tend à être faible car les revenus sont consacrés à la satisfaction des besoins primaires, et que lorsque le revenu par habitant commence à augmenter la demande de services fournis par le secteur public tels que l'éducation, la santé et les transports commence à augmenter en obligeant les autorités publiques à augmenter les dépenses à leur égard. La troisième observation concerne les niveaux de revenu par habitant élevés, dans ce cas, le taux de croissance du secteur public a tendance à baisser au fur et à mesure que les besoins les plus élémentaires sont satisfaits (Mills & Quinet, 1992, pp. 29-60).

### **1.2.4 La loi de la fatalité des coûts croissants de Baumol**

Selon Baumol et Bowen (1968), deux types de secteurs sont à distinguer en concurrence parfaite ; le premier secteur dit progressif caractérisé par une productivité élevée qui génère des gains grâce à l'innovation et les économies d'échelle. L'accumulation des gains va entraîner une augmentation des salaires dans le secteur progressif. Le deuxième secteur, à l'opposé du premier, dit secteur archaïque caractérisé par des faibles gains de productivité voire même une stagnation des gains dans certains cas. Le secteur public fait partie de ce secteur archaïque à cause de la faiblesse de son gain de productivité, en notant aussi que les rémunérations du secteur privé augmentent plus rapidement que celles des fonctionnaires du secteur public, ce qui explique parfois la fuite des travailleurs du secteur public vers le secteur privé. Le secteur archaïque ne bénéficie ni de la croissance des gains de productivité ni de l'augmentation des salaires, le coût de production va augmenter dans la même proportion

tandis que les recettes restent stables. Ce phénomène est appelé « maladie des coûts croissants ».

## **2. Etude de l'évolution des dépenses publiques en Algérie**

### **2.1 Divisions des dépenses publiques en Algérie**

Le législateur algérien répartit les dépenses publiques de l'Etat sur la base de la loi n ° 84-17 du 7 juillet 1984 portant lois financières modifiées et complétées sur les dépenses de gestion et d'équipement (investissement).

#### **2.1.1 Dépenses de gestion (de fonctionnement)**

Les dépenses de gestion désignent les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'appareil administratif de l'État, comprenant les salaires des employés et les dépenses d'entretien pour l'équipement et les outils (Muhammad, 2016, p. 204), ce sont les dépenses qui sont affectées à l'activité courante de l'État, et qui permettent la conduite des activités de l'État et la bonne application des tâches en cours, c'est-à-dire, les dépenses qui sont payées pour des intérêts publics et administratifs (Masoud, 2005). Ils se subdivisent en quatre chapitres: les charges de la dette publique et les dépenses déduites des recettes, les allocations des autorités publiques, qui sont les dépenses nécessaires au fonctionnement des institutions politiques de l'État, les dépenses nécessaires au fonctionnement des différentes administrations publiques et enfin les interventions de l'État dans divers domaines économiques et sociaux (Al-Amin, 2002), qui n'entraînent pas de production de biens immobiliers ni de valeur ajoutée par le biais de ces dépenses en faveur de l'économie nationale, elles concernent toutes les dépenses à travers lesquelles l'État cherche à fournir tout ce dont les services publics et administrations publiques ont besoin. Cette opération de dépense est proportionnelle au rôle de l'État neutre, qui n'interfère pas dans la vie économique et sociale, et toutes les conséquences qui en résultent sont indirectes, c'est pourquoi elles sont également appelées dépenses de consommation (Mahrezi, 2008, p. 66).

#### **2.1.2 Dépenses d'équipement**

Celle-ci représentent les dépenses à caractère d'investissement générées lorsque le produit national brut (PNB) augmente et donc la richesse du pays. Les dépenses d'équipement sont appelées aussi budget d'équipement ou budget d'investissement. Ces dépenses proviennent des investissements structurels socio-économiques et administratifs (Masoud, 2005), elles sont divisées en trois sections, à savoir : les investissements mis en œuvre par l'État, les subventions à l'investissement accordées par l'État et les autres dépenses en capital.

Les dépenses d'investissement peuvent constituer un danger sur le plan monétaire en cas d'inflation. Par conséquent, elles devraient être constamment limitées et surveillées directement par le gouvernement. Nous distinguons les dépenses d'investissement en général et les opérations en capital en fonction de la division fonctionnelle des dépenses d'investissement réalisés dans les secteurs suivants : carburant, industrie, Mines, énergie, agriculture, irrigation, services productifs (Mahrezi, 2008, p. 69).

## 2.2 Etude de l'évolution de la politique de dépenses en Algérie

La forte augmentation des dépenses publiques entre l'année 2001 à l'année 2007 est principalement due aux dépenses d'équipement dont le pourcentage a évolué par rapport aux dépenses courantes de 65,4% en 2001 à 85,7% en 2007.

L'année 2008 a été marquée par une forte augmentation des dépenses publiques, notamment ceux des dépenses d'exploitation estimées à 32,5%, en enregistrant un excédent important. En 2009, le pays a dû faire face à une forte réduction des recettes de la taxe pétrolière, ce qui a entraîné le premier déficit de cette décennie (5,7% du produit intérieur brut). Après cette grave crise extérieure, le déficit global a fortement diminué en 2010 en raison de la forte reprise des prix des carburants dans un contexte caractérisé par des dépenses d'exploitation toujours élevées.

Ces dépenses ont encore augmenté en 2011 (42,8%), l'année qui a été marquée par un léger déficit du Trésor public où la hausse des prix du carburant (40,9%) a été décisive (Ministère des finances, 2012). En 2016, les dépenses budgétaires totales se sont élevées à 7279,5 milliards de dinars, contre 7656,3 milliards de dinars en 2015, soit une baisse de 3,6%, après des augmentations successives en 2014 et 2015 estimées respectivement à 16,1% et 9,4%. Les frais de gestion et d'équipement ont été inclus dans la loi de finances pour l'année 2016, à hauteur de 4585,6 milliards de dinars et 2711,9 milliards respectivement.

En 2017, les dépenses budgétaires globales sont restées relativement stables, puisqu'elles n'ont augmenté que de 1,3%. Ces dépenses se sont stabilisées à 7282,6 milliards de dinars contre 7297,5 milliards de dinars en 2016, du fait de cette légère augmentation due entièrement à l'augmentation des dépenses courantes (3,8%) malgré la diminution des dépenses en capital de (3%).

En 2019, les dépenses totales ont atteint 6543,5 milliards de dinars, contre 8627,8 milliards de dinars en 2018, c'est-à-dire qu'elles ont connu une baisse, tandis que les dépenses de gestion et autres ont diminué de 2018 à 2019.

**Tableau (01) : Evolution des dépenses publiques en Algérie**

	<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>Dépenses de gestion</b>	<b>Dépenses totales</b>
<b>2001</b>	357.395	963.633	1321.028
<b>2002</b>	452.930	1097.716	1550.646
<b>2003</b>	516.504	1122.761	1639.265
<b>2004</b>	638.036	1250.894	1888.930
<b>2005</b>	806.905	1245.132	2052.037
<b>2006</b>	1015.144	1437.870	2453.014
<b>2007</b>	1434.638	1674.031	3108.669
<b>2008</b>	1973.278	2217.775	4191.053
<b>2009</b>	1946.311	2300.023	4246.334
<b>2010</b>	1807.862	2659.078	4466.940
<b>2011</b>	1934.500	3797.252	5731.752
<b>2012</b>	2275.500	4782.600	7058.100
<b>2013</b>	1892.600	4131.500	6024.100
<b>2014</b>	2501.400	4494.300	6995.700
<b>2015</b>	3039.300	4617.000	7656.300
<b>2016</b>	2711.900	4585.600	7279.500
<b>2017</b>	2605.400	4677.200	7282.600
<b>2018</b>	4043.310	4584.460	8627.770
<b>2019</b>	2034.260	4326.910	6543.490

**Source : Etablis par les auteurs à partir des données de l'office national des statistiques et du ministère des finances, 2019**

### **3. Etude analytique des programmes de développement durant la période 2001-2019**

#### **3.1 Le plan de soutien à la relance économique (Plan triangulaire) 2001-2004**

##### **3.1.1 Concept de politique de relance économique :**

La politique de relance économique est considérée comme l'un des moyens les plus importants de la politique budgétaire que l'État utilise pour influencer la situation économique à court terme. Elle vise à soutenir l'activité économique par différents moyens, principalement financiers, en plus de certains moyens monétaires. Cette politique est souvent orientée keynésienne, adoptant un programme de stimulation de la demande globale en augmentant les dépenses afin de stimuler la production et donc de soutenir la croissance et l'absorption du chômage (Muhammad, 2012, page 148).

##### **3.1.2 Moyens de la politique de relance**

- Appliquer une politique de reprise de la demande par l'utilisation d'un ou plusieurs moyens, notamment les transferts sociaux versés aux particuliers ou ceux liés au soutien de certains biens à forte consommation et d'autres types de transferts.
- Dépenses publiques totales de consommation et d'investissement qui augmentent la demande du pays pour divers biens et services.

- Les grands projets de travaux publics entrepris par l'État, notamment dans le domaine des infrastructures, comme solution temporaire au problème du chômage jusqu'à ce que l'économie soit en mesure de se redresser et de fournir des emplois adaptés aux chômeurs.
- Réduire les impôts, ce qui augmente le revenu des particuliers, stimulant ainsi la consommation et faisant booster l'économie (Hussein, 2006, page 325).

Le programme de soutien à la relance économique approuvé en avril 2001 est une allocation financière répartie sur la période 2001-2004 dans des proportions variables, d'une valeur totale d'environ 525 milliards de dinars, soit environ 7 milliards de dollars, ce qui est considéré comme un énorme programme par rapport aux réserves de changes, ce programme a été enregistré avant son approbation en 2000, estimé à 11,9 milliards de dollars, ce dispositif s'inscrivait dans le cadre de la politique financière que l'Algérie a commencé à produire sous la forme d'une expansion des dépenses publiques avec le début de l'amélioration de sa situation financière afin de revitaliser l'économie nationale.

**Tableau (02) : Répartition des dotations financières aux secteurs ciblés dans le cadre du programme d'appui à la relance économique 2001-2004**

Secteur /Année	2001	2002	2003	2004	Total %	Total
<b>Grands projets et structures de base</b>	100.7	70.2	37.6	02	40.1	210.5
<b>Développement local et humain</b>	71.8	72.8	53.1	6.5	38.8	204.2
<b>Soutien au secteur d'agriculture et de pêche</b>	10.6	20.3	22.5	12	12.4	65.4
<b>Soutien aux réformes</b>	30	15	/	/	8.6	45
<b>Total</b>	213.1	178.3	113.2	20.5	100	525

**Source : Etablis par les auteurs à partir des données du premier ministère, 2004**

Grâce au tableau précédent, nous pouvons diviser le programme d'appui à la relance économique en programmes principaux. Chaque programme appartient à un grand secteur spécifique, où un montant de 65,4 milliards de dinars algériens a été alloué au secteur de l'agriculture et de la pêche maritime, soit 12,4% du montant total alloué au programme. Il a bénéficié d'un programme spécial, à partir de l'année 2000, qui est le Programme National de Développement Agricole (PNDA).

Quant au programme de soutien aux réformes, il est à noter qu'en 2003 et 2004, il n'a reçu aucune part de la valeur financière, car il était estimé à 8% de la couverture financière totale, et il est considéré comme le plus bas du programme financier. On remarque sur ce programme qu'il a été accordé une grande attention au développement des structures de base et au soutien des grands travaux pour un montant qui était le plus important de ce programme, estimé à 40,1%.

### 3.2 Régime complémentaire de soutien à la croissance économique (2005-2009)

Ce programme vise à :

2. Veiller à ce qu'un taux de croissance économique d'au moins 5% soit maintenu tout au long de la période du programme.
3. Création de 100 000 nouvelles entreprises économiques et création de deux millions d'emplois.
4. Création de 150 000 magasins commerciaux, à un rythme moyen de 100 magasins pour chaque municipalité sur le territoire national, et fournir 1 million de litres cubes d'eau potable par jour à travers le dessalement, en plus des autres types de remplissage d'eau.
5. Fournir les conditions nécessaires pour accueillir un million d'étudiants à l'université d'ici la fin du programme, réaliser des milliers de nouvelles installations dans les domaines des structures éducatives, sociales, culturelles, énergétiques et de base (Barshi, 2013, page 149).

**Tableau (03) :** Répartition des allocations financières pour le programme supplémentaire de soutien à la croissance économique (2005-2009).

Secteur	Valeur totale des projets en Milliards de DA	Total en %
Programme d'amélioration des conditions de vie de la population	1908.5	45.5
Programme de développement des installations de base	1703.1	40.5
Programme d'appui au développement économique	337.2	08
Développement et modernisation de la fonction publique	203.9	4.8
Programme de développement de la nouvelle technologie et de la communication	50	1.1
<b>Total</b>	<b>4202.7</b>	<b>100</b>

**Source :** Etablis par les auteurs à partir des données du premier ministère, 2009

A travers les chiffres du tableau ci-dessus, il est à noter que le programme d'amélioration des conditions de vie de la population a eu la plus grande part du montant alloué à ce programme (1908,5 milliards de dinars algériens), à un taux estimé à environ 45,5%, pour maintenir d'autres programmes à des ratios financiers proches.

### 3.3 Plan de consolidation de la croissance économique (2010-2014)

Ce programme est considéré comme un complément aux programmes précédents, que ce soit par la nature des projets pour lesquels la couverture financière est allouée, ou les objectifs que ce dernier cherche à atteindre, et ce programme a alloué un montant de 20412 milliards de dinars algériens.

Il a été divisé en deux programmes importants : (Noi, 2015, page 100)

- Achèvement des projets en cours de construction (chemins de fer, autoroutes, adduction d'eau potable ...) avec une couverture financière de 9700 milliards de dinars.
  - L'allocation d'environ 11,534 milliards de dinars pour de nouveaux projets.
- Plus de 40% des investissements publics consacrés à ce dispositif sont destinés à l'amélioration des conditions sociales afin de favoriser le développement humain.

**Tableau (04): Répartition des allocations financières pour le programme de consolidation de la croissance économique (2010-2014)**

Secteur	Valeur totale des projets en Milliards de DA	Total en %
Développement humain	10122	49.5
Structures de base	6448	31.5
Amélioration des services publics	1666	8.1
Développement économique	1566	7.6
Lutte contre le chômage	360	1.7
Recherche scientifique et nouvelle technologie de l'information et de communication	250	1.6
<b>Total</b>	<b>20412</b>	<b>100</b>

**Source : Etablis par les auteurs à partir des données du premier ministère, 2014**

### **3.4 Un regard sur l'évolution de l'activité économique en Algérie au cours de la période 2016-2017 :**

Le rythme de l'activité économique totale a connu une baisse de 3,3% en 2016 à 1,6% en 2017, en raison de la baisse de l'activité du secteur des hydrocarbures, dont la croissance de la valeur ajoutée est passée de 7,7% en 2016 à 3% en 2017. Alors que la croissance hors hydrocarbures a progressé de 0,3 point de pourcentage, pour atteindre 2,6%, grâce à une augmentation du secteur des services et de l'industrie hors hydrocarbures et au maintien d'un bon niveau de croissance dans le secteur de la construction, des travaux publics et de l'irrigation.

Sur le plan monétaire, et à cause du déficit de la balance totale de la balance des paiements, la liquidité bancaire a continué de baisser au cours des dix (10) premiers mois de 2017, passant de 820,9 milliards de dinars fin 2016 à 482,4 milliards de dinars fin octobre 2017, et la liquidité bancaire avait augmenté pour atteindre 1380,6 milliards de dinars à fin décembre 2017.

### **3.5 Plan quinquennal (2015-2019) :**

Le plan quinquennal (2015-2019) s'inscrit dans la continuité des programmes précédents et au vu des indicateurs positifs atteints dans le cadre des programmes de développement, le gouvernement a décidé de poursuivre une série de programmes de développement afin de soutenir l'économie nationale et de réaliser le développement.

Par conséquent, le contexte de la loi de finances pour l'année 2015 a été mis en œuvre, qui comprend un budget équipé de 4079,7 milliards de DA, soit un taux de croissance de 48,7% par rapport à l'année 2014.

Le gouvernement algérien cherche également à trouver un équilibre entre les fluctuations causées par l'effondrement des prix du pétrole sur le marché international, car une fois que le prix du baril de pétrole baisse d'un dollar, il en coûte au Trésor environ 100 millions de dollars par jour.

Les points les plus importants qui ont été abordés par ce programme sont les suivants :

- Atteindre un taux de croissance économique de 7% d'ici 2019.
- Accorder une attention particulière à la formation des ressources humaines en encourageant, promouvant et créant du personnel et de la main-d'œuvre qualifiés.
- Intérêt croissant pour l'aspect agricole par le développement agricole et rural qui assurerait la sécurité alimentaire.
- Améliorer le climat des affaires en simplifiant les procédures de création de l'institution, notamment la mise à disposition de biens immobiliers, l'obtention de prêts et de nouveaux services publics. (Premier-Ministère, 2019).

#### **4. Constatations et recommandations :**

Il est clair que la politique de dépenses pour les premières années du troisième millénaire a connu des développements importants (en 2004, il a atteint environ 1775300 milliards de dinars).

Les dépenses publiques ont augmenté au cours des premières années de la période d'étude en raison de la mise en œuvre de programmes de dépenses publiques afin d'augmenter les taux de croissance économique.

En ce qui concerne les dépenses de gestion, il est clair pour nous qu'il y a un défaut entre celles-ci et les dépenses d'investissement, et donc, pour que la politique de dépenses aille dans le bon sens, elle doit réduire les dépenses administratives et augmenter les dépenses d'équipement.

Accorder une attention au développement humain et essayer d'améliorer le service public par le biais de programmes de développement et augmenter les dépenses publiques à cet égard.

Donner plus d'importance à la recherche scientifique, au développement et aux technologies de la communication à travers une politique de dépenses pour cet aspect dans le cadre des programmes de développement.

## 5. Conclusion :

Les dépenses publiques sont considérées comme l'un des aspects de la politique économique adoptée par l'État qui vise à influencer directement la réalité économique et sociale, et sont considérées comme l'un des critères utilisés pour mesurer la taille et le rôle du gouvernement dans l'activité économique, en incluant tous les paiements publics avec ou sans contrepartie que ce soit pour des fins courantes ou en capital.

Les dépenses publiques qui ont connu une forte augmentation au cours des années 2000 ont joué un rôle de pionnier dans le développement de l'économie nationale, et le principal canal d'allocation des ressources générées par le secteur des hydrocarbures. Les dépenses publiques ont permis à travers leurs composantes à améliorer l'offre des infrastructures nécessaires et à stimuler également l'activité économique.

Depuis la crise sanitaire de l'année 2019/2020 qui a touché le monde, une grave récession économique s'est abattue sur les pays et l'Algérie n'a pas échappé à cette crise. La situation économique actuelle a démontré la fragilité du système économique algérien et l'inefficacité des programmes de développement mis en place pendant les années prospères. La comparaison des dépenses par catégorie a permis d'identifier les postes budgétaires pour lesquels l'Etat algérien est relativement plus dépensier et les postes pour lesquels l'Etat est plus négligent tel que l'amélioration des services publics et de la recherche scientifique et la nouvelle technologie de l'information et de communication qui sont très importants dans la relance économique et le développement durable.

## 6. Bibliographie :

### Ouvrages et articles en français :

Baumol, W., & Bowen, W. (1968), Performing Arts: The Economic Dilemma, The MIT Press, New York.

Berner, C., & Thouard, D. (2011), Rigueur versus relance, éditions du Cerf, Paris.

Bouvier, M., Esclassen, M-C., & Lassale, J-P. (2004), Finances publiques, LGDJ Lextenso éditions, Paris.

Gemmell, N. (1993), The growth of the public sector: theories and international evidence, Vermont, USA, Old Post Road Brookfield.

Keynes, J.M. (1936), Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Paris, Payot, 2017 (1<sup>re</sup> édition 1936).

Mills, P., & Quinet, A. (1992), Dépenses publiques et croissance, Revue française d'économie, Volume 7, n°3.

Musgrave, Richard A. (1937), The theory of public finance and the concept of burden of taxation, PhD Thesis defended at Harvard University.

Wagner, A. (1893), Finanzwissenschaft, Leipzig, 3<sup>e</sup> édition, traduction partielle de l'ouvrage dans R.A. Musgrave et T.A. Peacock (éds), Classics in the theory of Public Finance, Londres, Macmillan, 1962.

### Ouvrages et articles en arabe :

- أحمد حسين الرفاعي، خالد واصف الوزاني (2006). مبادئ الاقتصاد الكلي بين النظرية والتطبيق . عمان، الأردن : دار وائل للنشر.
- محمد حسين الوادي ود. زكريا أحمد عزام، مبادئ المالية العامة، دار الميسرة للنشر والتوزيع، الطبعة الأولى، 2007.
- محمد عباس محرز، اقتصاديات المالية العامة، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، 2008.
- حمدي عبد العظيم، السياسات المالية والنقدية - دراسة مقارنة بين الفكر الوظيفي والفكر الإسلامي، الدار الجامعية، مصر، 2007.
- حازم البيلاوي، دور الدولة في الاقتصاد، دار الشروق، مصر، 1998.
- عبد الحميد حامد دراز، مبادئ المالية العامة، الدار الجامعية، 1988.
- محمد، م. (2012). سياسة الانعاش الاقتصادي في الجزائر وأثرها على النمو. مجلة الباحث، العدد 10، ورقة- الجزائر .
- نوي، ز. ب. (2015). قراءة للبرامج التنموية في الجزائر خلال الفترة 2001-2014. أبحاث ودراسات التنمية العدد الثاني.
- محمد الأمين، تحليل النفقات في الميزانية العامة باستخدام أسلوب التحليل إلى المركبات الأساسية- حالة الجزائر في الفترة الممتدة بين 1970-2000، مجلة الباحث، العدد الأول، 2002.

**Rapports :**

Ministère des finances (2018), Rapport de présentation du projet de loi finances pour 2018 et prévision 2019- 2020, <http://www.mf.gov.dz> , consulté le 20/10/2020 (23 :13).

- بنك الجزائر، التقرير السنوي (2012) « التطور الاقتصادي والنقدي للجزائر. 2011 ».
- الديوان الوطني للإحصائيات (2018) " الجزائر بالأرقام 2015-2017 " رقم النشرة 48، <http://www.ons.dz>، تاريخ زيارة الموقع 2020/09/16 (23:43).

**Thèses :**

- برشي، عبد الكريم (2013). حصر الضريبة في إعادة توزيع الدخل الوطني. أطروحة دكتوراه . جامعة أبو بكر بلقايد تلمسان.
- درواسي مسعود، السياسة المالية ودورها في تحقيق التوازن الاقتصادي- حالة الجزائر 1990- 2004، مذكرة دكتوراه دولة، جامعة الجزائر، 2005.